

« Il faut assumer le fait que la recherche soit une forme de compétition »

Antoine Petit, qui vient d'être reconduit à la tête du CNRS, plaide pour une augmentation des moyens en faveur d'une recherche fondamentale qu'il veut « au service de la société »

Antoine Petit, 61 ans, a été reconduit à la tête du CNRS et ses 32 000 agents le 9 février, pour un second mandat. Cet informaticien de formation, ancien professeur d'université, revient sur son action au sein de l'organisme et sur sa vision de la recherche.

Pourquoi avoir été candidat à un second mandat à la tête du CNRS ?

Nous n'avons jamais eu autant besoin de science qu'aujourd'hui, comme le rappelle la pandémie en cours. Le CNRS est un institut unique dans le paysage français, qui jouit d'une renommée internationale, ce que je constate à chacun de mes déplacements à l'étranger, et qui a donc un rôle à jouer pour permettre à la France de rester un pays prospère. C'est un défi passionnant à relever.

Vous avez résumé votre motivation par le slogan : « La recherche fondamentale au service de la société ». Qu'entendez-vous par là ?

Le premier message est de dire que la recherche fondamentale est essentielle. Souvent on oppose recherche fondamentale et recherche appliquée. Mais je ne sais pas ce qu'est la recherche appliquée, on n'en fait pas au CNRS ! En revanche, et ce n'est pas la même chose, on a l'ambition d'appliquer notre recherche fondamentale. Mais il faut comprendre que cela peut prendre du temps, comme le rappellent les exemples de l'ARN messager avec la découverte de cette molécule par Jacob et Monod en 1961, ou les techniques de machine learning en intelligence artificielle, qui remontent à plus de trente ans.

Le second message vise trois objectifs. D'abord, c'est une recherche au service de la société car elle répond à des enjeux sociétaux, comme ceux que nous avons définis dans notre dernier contrat d'objectifs et de performance : le changement climatique, les inégalités éducatives, l'intelligence artificielle, la santé et l'environnement, les territoires du futur et la transition énergétique.

Le deuxième objectif vise le monde économique, avec notamment la création de start-up (une centaine par an) et de nouveaux laboratoires communs avec des entreprises (deux cents aujourd'hui). Là encore, j'insiste sur le fait que ce que nous faisons avec les industriels, c'est de la recherche fondamentale. Un industriel qui a un problème à résoudre à un horizon de six mois ou un an n'a pas à venir nous voir. Ce n'est pas notre métier. Notre métier est d'anticiper ce dont les industriels auront besoin.

Enfin, troisième objectif, l'aide à la compréhension et à la décision. Les scientifiques ne sont pas là pour décider à la place des gens ou des décideurs, mais il faut qu'ils leur fournissent les outils nécessaires. Il faut aussi expliquer ce qu'est la démarche scientifique et donner les moyens de vérifier si telle ou telle approche est raisonnable ou non.

Est-ce une leçon tirée de la crise due au Covid-19 ?

Peut-être que le CNRS n'a pas été assez présent dans les médias. Fin 2021, nous avons mis en place une « mission pour l'expertise scientifique » afin de disposer d'un système qui permette d'estampiller des expertises CNRS, qui ne visent pas à formuler des recommandations, ce qui n'est pas notre métier, mais à établir des états de l'art.

En outre, on n'a pas fait assez confiance aux institutions existantes. Certes il y a le conseil scientifique, dont on peut se demander si on n'aurait pas mieux fait de l'appeler conseil médical et sanitaire parce

que la science et la médecine sont deux disciplines qui ne répondent pas aux mêmes contraintes temporelles. Cela a pu créer une certaine confusion, qui n'est pas souhaitable si on veut que les gens comprennent ce qu'est la science.

Comment le CNRS a-t-il pesé durant cette période ?

On aurait pu nous demander plus de choses, c'est vrai. Mais nous avons débloqué des fonds qui ont permis à des chercheurs de travailler sur le Covid, comme le soutien au réseau de surveillance du virus dans les eaux usées Obépine.

Il faut qu'on ait un retour d'expérience collective en ce qui concerne le partage des données. Au CNRS, nous avons quand même une école de mathématiques et une école d'informatique qui sont reconnues pour être au meilleur niveau international. On a créé un groupe sur la modélisation, Modcov, avec des gens de toutes les disciplines qui se sont beaucoup investis. Et ce dont on a le plus souffert, c'est la difficulté à avoir des données. Trop souvent les propriétaires des données les ont gardées de façon tout à fait excessive. Sur ce point, les choses n'ont pas été optimales. Il faudra donc se mettre autour de la table et essayer de comprendre et corriger les défauts.

La période a aussi été marquée par le vote de la loi de programmation de la recherche (LPR). Pourquoi dites-vous que le compte n'y est pas ?

Au niveau international, nous sommes le seul pays dont la dépense intérieure en recherche et développement stagne depuis vingt-cinq ans à moins de 2,2 % du PIB. Les Allemands sont à 3 % et visent 3,5 % d'ici à quatre ans. Si on veut continuer à être un pays performant, on a besoin d'une recherche fondamentale au meilleur niveau international. Il faut donc des moyens.

Autre carence, les faibles moyens alloués pour attirer des chercheuses et chercheurs, ce qui est presque plus important que le salaire. Aujourd'hui, au CNRS, on a une « package d'accueil » pour les nouvelles recrues qui est royalement de 10 000 euros en moyenne. Il faudrait vingt fois

« NOUS SOMMES LE SEUL PAYS DONT LA DÉPENSE INTÉRIEURE EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT STAGNE DEPUIS VINGT-CINQ ANS »

plus. Soit, pour les deux cent cinquante entrants au CNRS chaque année, 50 millions d'euros par an. Nous ne les avons pas.

Une seconde étape de la LPR est nécessaire, mais je suis satisfait du plan d'augmentation des primes de salaires pour rattraper l'écart avec les autres corps de la fonction publique, du budget de l'Agence nationale de la recherche, qui permet d'augmenter le taux de succès des projets qui candidatent à ses appels d'offres, et le fait qu'aucune embauche permanente ne se fait à moins de deux smic ; ce qui reste insuffisant au regard de ce qui se pratique à l'international.

En 2019, vous avez soulevé des critiques en souhaitant une « LPR inégalitaire ». Devant les parlementaires, vous avez relancé ce débat avec une comparaison sportive, pourquoi ?

J'ai pris une métaphore sportive pour être mieux compris : le rôle du CNRS n'est pas de permettre de se qualifier aux Jeux olympiques, mais de permettre aux qualifiés de gagner une médaille. Autrement dit, le rôle du CNRS est de permettre aux très bons d'être encore meilleurs au niveau international. Le CNRS est très fier du fait que plus de la moitié des lauréats aux bourses de l'European Research Council qui exercent en France sont des employés du CNRS, alors que, grosso modo, ils représentent entre 11 % et 12 % de la communauté scientifique éligible.

Cette vision d'une recherche très compétitive est-elle partagée ?

Quand vous êtes chercheur ou chercheuse, vous avez envie d'être le premier. C'est le principe de la recherche. La recherche, c'est la découverte,

l'invention de choses que les autres n'ont pas faites. Donc, c'est par définition une forme de compétition. Il faut l'assumer. C'est comme toutes les activités de haut niveau. Le sport, c'est compétitif. La politique, c'est compétitif. La cuisine, c'est compétitif. Le cinéma, c'est compétitif. Parfois, les mêmes qui disent qu'il ne faudrait que ce le soit vont, et à juste titre, se réjouir qu'on ait une médaille Fields ou un prix Nobel.

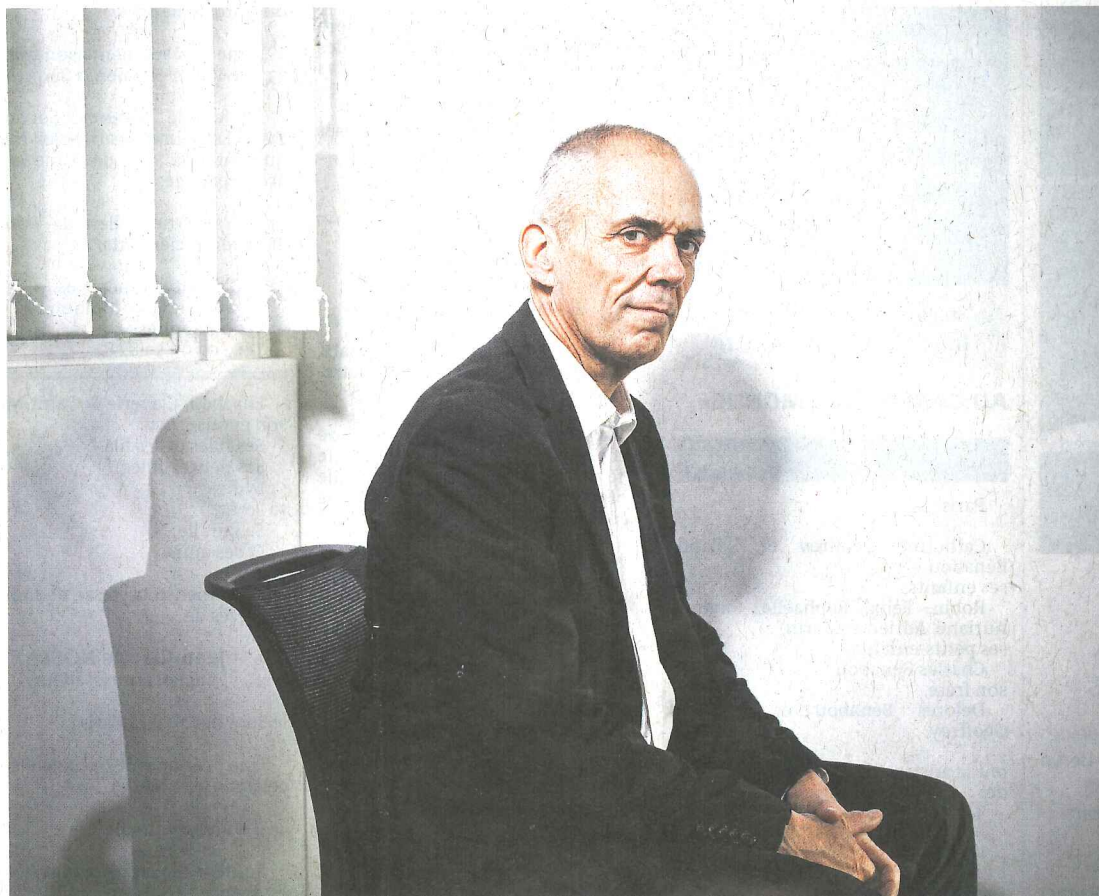
Au point que des employés d'un organisme doivent sans cesse se battre pour avoir des moyens de travailler ?

Je ne connais aucune institution de recherche à travers le monde où les chercheurs et chercheuses ne doivent pas aller chercher des financements. On doit pouvoir trouver quelques exceptions, mais la plupart du temps, les gens vont chercher de l'argent en faisant des propositions de projets de recherche qui sont évalués par les pairs. C'est un métier dans lequel vous êtes remis constamment en question. Vous devez faire des propositions, vous devez publier vos propositions, vous devez être considéré par vos pairs. C'est la règle du jeu. Mais la compétition ne veut pas dire une individualisation. Tous les chercheurs du monde vous disent que, quand vous leur remettez un prix, c'est le reflet d'un travail collectif.

Quelles sont vos priorités ?

Je souhaiterais obtenir que le CNRS ait des perspectives pluriannuelles pour son budget, notamment en ce qui concerne la part liée aux salaires. Je continuerai aussi à défendre l'idée d'un « package d'accueil » substantiel. Je souhaite également développer les programmes de doctorants et de postdocs, et disposer de programmes d'accueil de chercheurs étrangers. Il faudrait également trouver un mécanisme pour que l'Etat apporte son soutien financier lorsque nous avons des collaborations entre un laboratoire et une entreprise. Mais nous avons aussi un plan pour augmenter nos collaborations avec l'Afrique, développer la science ouverte... Les chantiers ne manquent pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
DAVID LAROUSSE



Antoine Petit, à Paris, en janvier 2018. ED ALCOCK/M.Y.O.P. POUR « LE MONDE »